



HAL
open science

Conception d'un projet de territoire agri-alimentaire pour une alimentation saine, locale, au service de la création d'emplois en milieu rural

Romain Feche, Xavier Coquil

► To cite this version:

Romain Feche, Xavier Coquil. Conception d'un projet de territoire agri-alimentaire pour une alimentation saine, locale, au service de la création d'emplois en milieu rural. [Contrat] 2017. hal-02791371

HAL Id: hal-02791371

<https://hal.inrae.fr/hal-02791371>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Conception d'un projet de territoire agri-alimentaire
pour une alimentation saine, locale, au service de la création d'emplois en milieu rural**

Ce document constitue un rapport d'étape autour du projet de territoire agri-alimentaire pour une alimentation saine, locale, au service de la création d'emplois en milieu rural. Une description détaillée du projet figure dans le dossier d'appel à projet déposé auprès de la Fondation de France au début du mois de juin 2017. Ce rapport se concentre sur la réflexion qui est menée collectivement depuis un peu plus de 4 mois (date de début de recrutement d'un chargé de mission pour conduire ce projet) à partir des temps d'échanges communs, de travaux individuels discutés collectivement et des différentes actions qui ont pu être amorcées ou concrétisées. Son objectif est donc de faire état du cheminement du projet agri-alimentaire territorialisé par un premier temps consacré à la mutualisation des avancées.

Rappel des actions engagées :

- Des temps réflexifs (réunions, comités de pilotage, rencontres, séminaires) :

Deux comités de pilotage (le 9 juin et le 4 septembre) ont été conduits avec les partenaires (cf respectivement Annexes 1 et 2). Le comité du 4 septembre a été consacré aux actions 1 et 2 du projet. Nous avons ainsi abordé (i) la question du diagnostic de territoire à mener afin d'être plus à même de mettre en place une conduite de projet agri-alimentaire dans ce territoire, (ii) les modalités d'animation du collectif de partenaires et, plus largement, d'acteurs impliqués par leurs actes et leurs réflexions dans ce projet agri-alimentaire sain et durable du territoire de Mirecourt. Ce comité de pilotage a donc été animé autour de 2 phases de présentations/discussions. Une première phase a permis de présenter une étude conduite par le chargé de projet visant à diagnostiquer les possibilités de commercialisation en circuits-courts sur le territoire de Mirecourt du point de vue des producteurs en AB : ce premier diagnostic mené à titre exploratoire, visait à faire réagir les partenaires sur les modalités, les contenus et les restitutions attendus d'un diagnostic de territoire afin d'être à même de développer le projet agri-alimentaire de manière plus informée. Une seconde phase consistait à présenter le cadre théorique des Living-Lab. Cette présentation avait pour objectif de faire réagir les partenaires sur la pertinence d'un tel cadre pour mutualiser les actions des uns et des autres sous un même projet de développement territorial associant, voir partant des envies, des usagers du territoire.

De nouveaux acteurs (l'Institut Médico-Educatif du Bois Joly et le lycée agricole de Mirecourt) intéressés par la re-territorialisation de l'alimentation et déjà engagés dans des initiatives allant dans ce sens ont notamment été invités à participer à ce dernier Comité de Pilotage, et plus largement, à rejoindre la dynamique du projet.

Des rencontres avec des élus locaux ont eu lieu et particulièrement avec la Mairie (Monsieur le Maire Yves Séjournet et Jean-Pierre Bégel, le directeur général des services), et avec le président du PETR Ouest des Vosges (Jean-Luc Cousot). Ces premières rencontres ont permis à ces partenaires élus d'exprimer un certains nombres d'interrogations, voire de craintes, vis-à-vis du projet¹. En retour nous avons pu préciser nos propres cadres de

¹ Cette première rencontre avec la municipalité de Mirecourt a ainsi fait ressortir une crainte que le projet ne soit un potentiel biais concurrentiel pour les commerces de la ville. La mairie ne souhaite pas prendre part de manière active aux réflexions concernant l'élaboration du système agri-alimentaire, mais exprime sa volonté de suivre à distance sa dynamique. L'entrevue avec Jean-Luc Cousot a mis en évidence le fait que l'implication de cette structure est largement conditionnée par l'échelle de mise en œuvre et de réalisation du projet. Si elle montre une bonne réceptivité par rapport au mode de production privilégié dans le projet et d'un vif intérêt pour l'installation de porteurs de projets agri-alimentaires sur le territoire en raison des emplois associés, la structure souhaiterait toutefois un projet étendu à l'ensemble des communes du PETR de l'Ouest Vosgiens, et développant un lien fort avec le tourisme thermal.

contraintes (faisabilité du projet en termes d'échelles) mais aussi rassurer sur notre écoute de leurs attentes et donner des garanties en termes de volonté de lisibilité, d'ouverture et de communication de notre part.

L'unité ASTER a organisé les 26 et 27 juin 2017 un séminaire scientifique portant sur la manière dont est pensée l'alimentation dans les territoires en conviant trois intervenants scientifiques extérieurs spécialistes de ces questions (C. Soulard, Géographe, UMR INRA Innovation Montpellier ; C. Chazole, Sociologue, ISARA Lyon ; C. Petit, Agronome, INRA SADAPT Paris). Les notions de territoire agri-alimentaire et de rapport urbain/rural ont été au cœur des débats : il ressort que notre territoire agri-alimentaire est très original par son ancrage rural et son questionnement obligatoire vis-à-vis de l'approvisionnement des villes (du fait du caractère très agricole du territoire et de la faible population présente).

Trois membres de l'unité engagés dans le projet ont visité en septembre 2017 le Living-Lab Humanité à Lille pour interroger le développement d'un Living-lab à l'échelle d'un territoire (dans ce cas, un quartier) ainsi que sa gouvernance et la manière dont les habitants sont placés au cœur de leur projet. Ces mêmes personnes participeront à l'Université d'automne des Livings-labs en agriculture et agro-alimentaire organisée par le Laboratoire d'Innovation Territoriale Grande Culture en Auvergne et qui se tiendra le 15 novembre prochain à Clermont-Ferrand. Au-delà des intérêts et questionnements pratiques sur la mise en place et l'animation d'un Living-Lab, ces rencontres sont également des occasions d'instruire la question de la formation d'un réseau scientifique se questionnant sur ces méthodes d'innovations avec les usagers et en situation, les intérêts partagés garantissant la possibilité de poursuivre les échanges.

- Des études

- Un premier travail sur les possibilités de caractérisation des circuits-courts de l'agriculture et de la consommation alimentaire biologique *via* des analyses cartographiques et de flux (visibles en annexe 4.1) ;
- Un travail sur le cadre théorique de la conduite de projet à travers une revue de littérature sur les Livings-Lab et ses implications pour le projet (annexe 4.2) ;
- Une étude exploratoire basée sur des entretiens avec des producteurs et des distributeurs ayant conduit à l'analyse d'un échantillon de 12 initiatives de productions et de distributions prenant comme point d'ancrage Mirecourt afin de caractériser la manière dont se constituent localement les réseaux de commercialisation en circuits-courts de proximité en agriculture biologique (annexe 4.3).

Cette démarche d'ordre scientifique s'accompagne d'actions reliées plus opérationnellement à la construction du système agri-alimentaire territorialisé.

- Des initiatives concrètes portées par différents acteurs/partenaires :

Le démarrage du processus de diversification des productions tant animales que végétales sur la ferme expérimentale de l'INRA ASTER a permis la diversification d'un éleveur laitier sous certificat AB : alors qu'il envisageait la mise en place d'un atelier porcin sur sa ferme, le démarrage d'un atelier d'engraissement de porcs sur la ferme de l'INRA a été pour lui l'occasion de clarifier son projet et de se lancer en tant que naisseur et fournisseur de porcelets à l'INRA notamment. De la même manière, la détermination de l'assolement pour l'année 2018 a permis de lancer la conception d'un premier chantier commun avec un des partenaires du projet autour de l'organisation de récoltes à la ferme (potirons semés en association avec du maïs) avec des populations en situation de précarité socio-économique et culturelle de l'association la Vie Ensemble. L'IME du Bois Joly se fournit en lait cru et entier directement à la ferme de l'INRA ASTER-Mirecourt : ces moments d'approvisionnement sont aussi des moments d'échanges avec les enfants accompagnant les éducateurs.

L'association la Vie Ensemble porte sur le terrain de ses jardins familiaux la création d'un mandala de permaculture dans une finalité pédagogique pour le public de l'association et plus largement pour les enfants des écoles de Mirecourt.

Le café citoyen l'Utopic est à l'origine de plusieurs événements. Un marché biologique a été organisé le 22 septembre dernier en partenariat avec le collectif de producteur Les Bios du coin. Ce même partenariat sera encore présent sur la foire de Poussay du 21 et 22 octobre 2017 sur un stand commun dans le village bio, toujours dans une perspective de sensibilisation du grand public à l'alimentation bio et locale. Le café est également à l'origine du projet Alimen'Terre dont les objectifs sont « d'accompagner et de créer de la médiation autour du Projet Alimentaire Territorial (PAT dont le café est porteur) par des animations ciblées autour de la production durable, de la consommation éthique et du recyclage alimentaire pour sensibiliser les consommateurs à la production bio et locale », en partenariat avec le centre social l'Arboré-sens, l'association la Vie Ensemble et le groupe de producteurs biologiques locaux « les Bio du Coin », l'unité Aster, et d'autres associations du secteur.

Cette liste non exhaustive des initiatives sur le territoire permet d'illustrer le foisonnement d'actions en cours, ainsi que leur diversité en termes de champs d'actions et de publics concernés (cf figure 1 et Annexe 3).

Types d'initiatives réalisées Organisations porteuses	Gouvernance		Etude / Analyse	Actions
Inra- Aster	1 ^{er} Co Pil	2 nd Co Pil	Séminaire interne sur les systèmes agri-alimentaire territorialisés	Visite du Living-lab Humanicité (Lille)
La Vie Ensemble			Etudes « les possibles cartographiques pour un diagnostic » ; « étude exploratoire sur la constitution des schémas de commercialisation » ; revue de littérature sur les Living-Lab	Participation à l'Université d'automne des Livings-labs en agriculture et agro-alimentaire
Fédération Départementales des Foyers Ruraux			Actions prévues et en réflexion	Démarrage du processus de diversification sur la ferme + collaboration naisseur porcin
PETR Ouest des Vosges				Un chantier récolte de plein champ (en réflexion)
CGA Agrobiologistes de Lorraine			Jardins familiaux Mandala de permaculture à visée pédagogique	Activités pédagogiques autour des circuits-courts Approvisionnement local et bio de la restauration des centres sociaux
Café Utopic				
Bios du coin				
IME Bois Joly	Approvisionnement de la restauration collective du 1 ^{er} par une partie de la production du 2 nd + Réflexions pour aller plus loin			
Lycée Agricole Mirecourt				

Figure 1 : Tableau (non-exhaustif) des initiatives amorcées ou réalisées dans le cadre du projet EcoAgri

De là, deux questionnements et/ou enjeux scientifiques émergent : (i) définir et recueillir les informations pertinentes pour que les acteurs puissent s'emparer des enjeux agri-alimentaires propres à leur territoire et agir en conséquence (ii) caractériser et mettre en œuvre une méthodologie de conduite de projet innovante, en analysant les processus structurants pour qu'un tel projet puisse être reproductible dans d'autres territoires en fonction de leurs propres caractéristiques.

L'objectif de ce rapport est donc de faire état des réflexions qui se structurent autour de ces deux questionnements. Une première partie est ainsi consacrée aux avancements concernant les types de « diagnostic » possibles, une seconde partie est consacrée au cadre théorique du Living-lab et sa possible mobilisation pour la conduite de projet de système agri-alimentaire territorialisé. Nous montrons finalement en quoi cette conduite de projet interroge également la fonction même du diagnostic.

I. Quel « diagnostic » pour penser et agir au service d'un territoire agri-alimentaire ?

Une phase exploratoire du diagnostic a été entreprise et a permis (i) de discuter les objectifs d'un diagnostic du territoire de Mirecourt et (ii) de faire émerger des pistes d'action au service du projet agri-alimentaire.

Les objectifs initiaux du diagnostic étaient d'étudier la manière dont se construisent les réseaux de commercialisation, d'identifier les freins et ressources des circuits-courts de proximité (CCP) en Agriculture Biologique (AB) et d'identifier des possibles à partir d'une cartographie de ces réseaux et de ces acteurs.

a. *Les apports de la phase « exploratoire » de diagnostic*

Que ce soit à travers l'analyse des flux de commercialisation des denrées alimentaires de différents producteurs, ou via l'enquête de terrain visant à comprendre la manière dont se construisent les réseaux de commercialisation en circuits-courts, la phase « exploratoire » du diagnostic a montré qu'il ne semblait pas pertinent de figer géographiquement un territoire de conception, de réflexion et d'action pour le système agri-alimentaire. Ceci tient au fait que cet objet, même territorialisé, n'est pas fermé sur lui-même, mais bien ouvert sur l'extérieur. Les réseaux de commercialisation par exemple sont ouverts sur l'extérieur du territoire, parfois largement (cf analyse flux en Annexe 4.1) et avec des « espaces » de commercialisation très différents entre producteurs. De plus, la commercialisation en CCP nécessite une multiplication et une complémentarité des débouchés (modes et lieux de commercialisation) des producteurs pour éviter les dépendances et/ou conserver des canaux de distribution « militants », afin de rester maître de leur production/transformation et sécuriser leurs revenus. Il apparaît donc difficile d'identifier et de penser à partir d'une caractérisation des réseaux de commercialisation en CCP en AB le territoire géographique d'un système agri-alimentaire.

En outre, cette phase exploratoire du diagnostic s'est exclusivement basée sur le versant productif du système agri-alimentaire. Même si la commercialisation a été quelque peu saisie, il ne s'agit pas d'une réelle étude de la demande et de la consommation alimentaire. Le raisonnement précédent s'applique de nouveau car le système agri-alimentaire même territorialisé reste également ouvert du point de vue de la consommation.

Ainsi, cette première tentative de diagnostic nous incite à prendre de la distance vis-à-vis d'une délimitation géographique du territoire agri-alimentaire de Mirecourt : nous restons sur la position d'un territoire constitué d'initiatives ayant un point d'ancrage sur Mirecourt. Toutefois, les discussions sur les bases de ce premier diagnostic nous invitent à intégrer cette phase de « prise de connaissance » du territoire, comme une phase de la conduite de projet à mener avec les partenaires. La méthode de diagnostic territorial est donc un enjeu de la conduite de projet afin d'acquérir une connaissance partagée et inspirant des actions de développement sur le territoire.

b. Les interrogations et réflexions induites par cette 1^{ère} phase

Grâce à ce premier travail exploratoire, un certain nombre de questions de recherche ont pu être posées, qui doivent aussi permettre d'avancer sur le projet d'un point de vue opérationnel grâce à des temps réflexifs.

(i) Quel rôle joue la définition explicite d'une zone géographique circonscrite dans l'élaboration du diagnostic et la conduite de projet ? Nous interrogeons ici l'obligation à se référer, pour le diagnostic et le projet, à une zone géographique définie, étant donné le caractère ouvert du système agri-alimentaire même territorialisé. Nous faisons l'hypothèse qu'il est possible, et pertinent, d'entendre la dimension territoriale au sens d'un ancrage, d'une proximité relationnelle entre acteurs de la production, de la transformation, de la commercialisation et de la consommation, sans définir un territoire explicite.

(ii) L'arène de gouvernance du projet peut-elle contribuer à la construction de ce territoire, en même temps qu'elle élabore le système agri-alimentaire ? Quel cadre de gouvernance élaborer qui permette aussi de construire une proximité relationnelle entre les acteurs contribuant à l'ancrage territorial du système agri-alimentaire ?

(iii) Quelle forme et quel statut donner à un diagnostic ? Doit-il constituer une base de réflexion et de discussion commune préalable à toute action ? Doit-il guider l'action de conception à partir de conclusions ou de spécificités qu'il met en évidence ? Au contraire, son rôle n'est-il pas plutôt d'éclairer réflexions et conception de manière ponctuelle, quand le besoin s'en fait sentir tout au long de la conduite de projet ? Ce qui émerge ici c'est l'idée d'un diagnostic ponctuel venant éclairer les actions envisagées et mettant de ce fait en avant une conception/construction portée sur l'action. Nous faisons l'hypothèse que le diagnostic peut constituer un moyen dans la construction d'une proximité relationnelle entre les acteurs du système agri-alimentaire territorialisé. L'objectif d'un tel diagnostic apparaît alors double. D'une part, participer à la construction des valeurs partagées et du référentiel commun pour développer ces actions. D'autre part, identifier les réseaux ou acteurs spécifiques afin de les mobiliser dans l'élaboration du système agri-alimentaire territorialisé. Il s'agit alors, à travers le diagnostic, de poursuivre le repérage des réseaux et des acteurs aussi bien en termes de production, transformation, distribution, consommation, conseils techniques et politiques publiques, sans oublier les réseaux et les acteurs de la société civile.

(iv) Qui sont les acteurs à impliquer dans ce diagnostic ? Penser un diagnostic du territoire au service du développement d'un système agri-alimentaire local pourrait très vite nous conduire à demander aux partenaires, porteurs potentiels d'actions concrètes, d'exprimer leurs besoins de connaissance du territoire (comprenant sa population) afin de mieux cibler leurs actions. Pourtant, si l'enjeu est de développer un territoire agri-alimentaire comme espace de vie, d'emplois et de fourniture alimentaire, n'est-il pas alors nécessaire de travailler un diagnostic de territoire associant aussi les usagers ? Au-delà d'être un moyen au service de la cohésion entre partenaires et de la prise de connaissances des ressources disponibles et manquantes dans le territoire, le diagnostic serait alors aussi un moyen de partage de connaissances entre acteurs et usagers du territoire, permettant de prendre connaissance d'initiatives jusqu'alors confidentielles et de repérer les initiatives manquantes. Ce genre de dispositif de concertation permettrait d'aboutir à une mutualisation des expériences et des connaissances du territoire et de cerner, en direct, les manques et les besoins qui s'expriment. Bien qu'idéal sur le papier, cette proposition soulève des questions méthodologiques et scientifiques. Sur le plan méthodologique on peut se demander comment inciter les usagers à participer à ces phases de diagnostics ? Sur le plan scientifique, ce diagnostic partagé repose sur une vision très constructiviste de la connaissance puisque chacun s'exprime à partir de ce qu'il est, de ce qu'il sait et de ce qu'il a retenu de sa situation de vie sur le territoire : ces connaissances et ces expériences seront à questionner et à déconstruire afin de pouvoir faire l'objet de valorisations scientifiques.

II. Un cadre pour agir collectivement avec les usagers : la proposition d'un Living-Lab à l'échelle du territoire

Si les premiers résultats du diagnostic réalisé posent la question de la manière d'appréhender le territoire, ce travail souligne également les ressources et potentialités créées par les habitants pour transformer leur environnement et la façon d'y vivre. Cela nous semble ouvrir une voie intéressante pour le projet. Nous faisons le constat que de nombreuses initiatives se développent localement avec pour objectif de mener une réflexion autour de la question alimentaire. Cela se traduit par la mobilisation de nombreux acteurs, publics, privés ou citoyens mais également par le développement de plusieurs initiatives dépassant le cadre du projet EcoAgri (Figure 2). Relier l'ensemble de ces projets afin (i) d'en faire une ressource pour le partage de compétences et de connaissances entre les acteurs et (ii) d'accroître notre efficacité de transformation à l'échelle du territoire, nous semble être un objectif important. Un manque d'interconnaissance, de concertation ou de collaboration pourrait en effet s'avérer contreproductif alors que travailler ensemble nécessite *a minima* de dessiner une finalité partagée. Cet objectif nous semble accessible. Pour y parvenir, nous faisons la proposition d'une démarche commune de conduite de l'innovation à l'échelle du territoire, le Living-Lab.



Figure 2 : Représentation de la multiplicité des projets présents sur le territoire de Mirecourt (liste non exhaustive)

a. Qu'est-ce qu'un Living-Lab ?

Un Living-Lab peut être défini comme un écosystème formé par la relation étroite entre des partenaires publics (responsables politiques, recherche), privés (producteurs, entreprises) et citoyens (associations, consommateurs) dans le but de favoriser les processus d'innovation en les plongeant dans le quotidien des communautés. La particularité de cette démarche est de donner une place centrale aux usagers finaux en partant de leurs attentes pour définir les projets mais également en leur permettant de participer tout au long du processus de conception (Figure 3). On est donc sur une approche « portée par les utilisateurs ». Cette démarche systémique permet ainsi la création conjointe des milieux de vie et de travail à l'échelle d'un même territoire en favorisant la rencontre et la création de connaissances partagées entre une diversité d'acteurs poursuivant une même finalité.

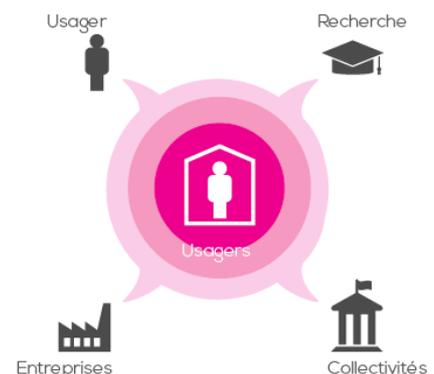


Figure 3 : Le Living-Lab, une démarche portée par les usagers (Dubé et al, 2014, le livre blanc des living labs, Montréal)

Une originalité de cette approche est aussi de tester et de développer les produits et les services dans des environnements réalistes, c'est à dire dans des environnements qui correspondent aux contextes de vie et de travail des usagers (consommateurs, producteurs, etc..). L'objet de l'innovation est ainsi mis à la disposition des usagers afin que ces derniers puissent l'expérimenter dans la vie de tous les jours. Cela permet d'avoir rapidement des

retours sur les usages ou sur les évolutions du travail et donc d'apporter des modifications en conséquence. Ces expérimentations nécessitent donc des lieux permettant aux différents acteurs du projet de participer à la conception, d'échanger mais également d'expérimenter.

Plusieurs points intéressants semblent donc ressortir de cette méthode de conduite de l'innovation :

- Une amélioration des processus d'innovation en se basant sur un partenariat Public, Privé, Citoyen ;
- Une place centrale donnée aux usagers tout au long du processus de conception afin d'enrichir l'innovation (produit ou service) créée.
- Une mise en relation des différents projets portant une finalité commune dans le but de créer une dynamique d'innovation à l'échelle d'un territoire et permettre l'incubation de nouveaux projets.
- Une conduite de l'innovation au plus près des situations de vie et de travail

Dans cette optique, la démarche de Living-Lab semble être une opportunité pour prendre en charge collectivement la conception d'un système alimentaire sain et durable sur le territoire de Mirecourt.

b. Un Living-Lab dans le cadre de notre projet ?

Tout d'abord, la conduite d'un Living-Lab est une démarche au long cours qui va se construire au fur et à mesure des apprentissages que nous pourrions réaliser à travers les différents projets menés. De fait, nous souhaitons concevoir notre conduite de projet pas à pas en connectant les initiatives développées actuellement par différents acteurs à l'échelle du territoire de Mirecourt. Notre démarche vise donc (i) à encourager les projets ayant trait à la finalité que nous poursuivons (Développer l'accès pour la population locale à une alimentation saine et durable avec l'hypothèse que cela aura des effets vertueux sur le plan économique, social et écologique), (ii) à permettre une meilleure interconnaissance et à favoriser le partage de compétences et de ressources.

Il semble que les initiatives actuellement en cours de réalisation sur le territoire peuvent être regroupées selon trois grands objectifs, modélisables comme trois arènes de conception inter-reliées (figure 4):

- Reconnecter agriculture et alimentation autour de l'agriculture biologique
- Sensibiliser le grand public aux questions liées à une alimentation saine et durable
- Créer du lien social à partir de l'agriculture et de l'alimentation.

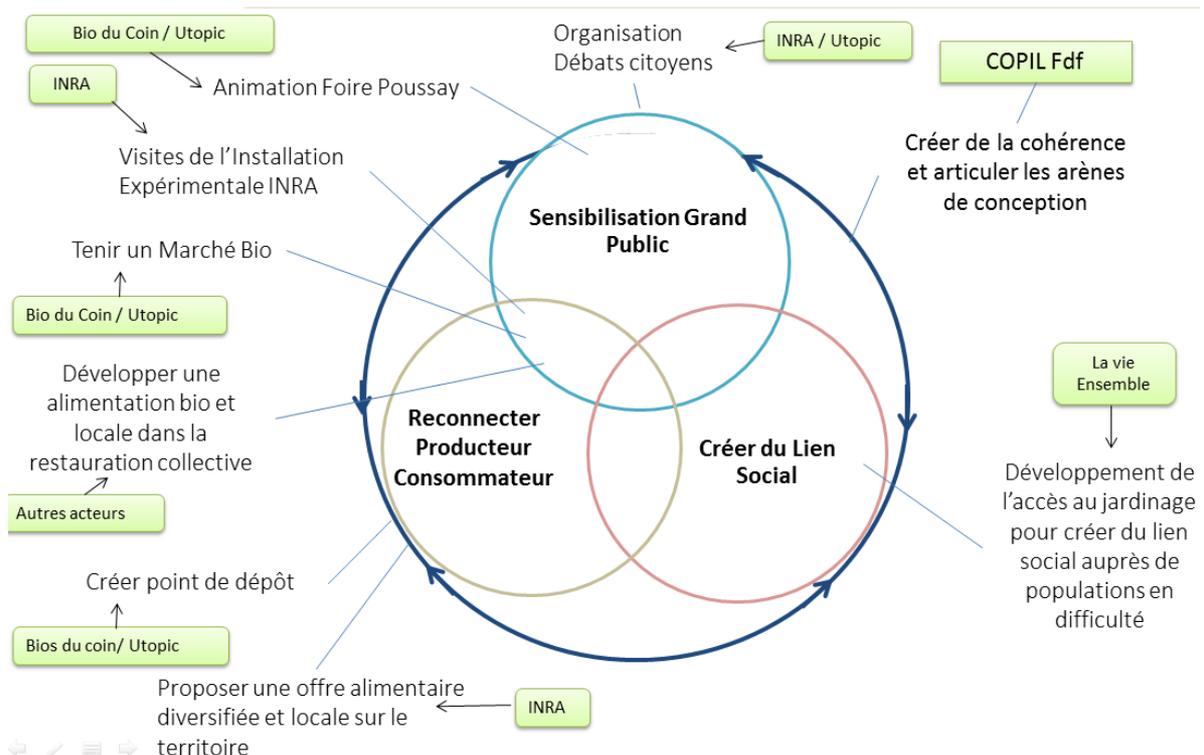


Figure 4 : Modélisation des arènes de conception et exemples d'initiatives (dont certaines en développement)

Notre première action visera donc à développer les ressources pour créer du lien entre tous ces projets. Pour ce faire, nous souhaitons mettre en place un ou des outils permettant à chaque porteur de projet de communiquer sur les initiatives qu'il porte. L'objectif est de permettre à chacun une meilleure connaissance des dynamiques à l'œuvre à l'échelle du territoire et de favoriser les possibilités de développement en permettant une meilleure identification des ressources disponibles. Nous tenons à ce que cette première action se fasse dans l'esprit de notre démarche de co-construction. La conception des outils sera donc mise en débat entre les porteurs de projet afin qu'ils puissent développer le ou les outils correspondant le mieux à leurs besoins, ressources et contraintes.

Une deuxième action vise à renforcer nos partenariats existants et à repérer des acteurs nouveaux pouvant faire partie de la démarche de co-construction. Aujourd'hui, nous avons identifié plusieurs projets intéressants avec qui nous souhaitons travailler afin qu'ils puissent à la fois partager leurs expériences et leurs savoir-faire et qu'ils trouvent dans cet écosystème qu'est le Living-Lab des ressources et des voies de développement futures.

Un dernier enjeu majeur selon nous, vise à faire correspondre au mieux les innovations issues des différents projets actuels et futurs aux attentes et besoins de la population de Mirecourt. Pour que le développement d'un système agri-alimentaire soit possible, il nous semble important de permettre aux usagers (consommateurs, travailleurs) d'être acteurs de la création de leur territoire. Cette orientation nous pose de nombreuses questions autour de la manière d'impliquer ces usagers dans les réflexions et la conception des solutions proposées. Pour parvenir à cela, nous souhaitons développer notre réflexion autour de deux axes :

- Identifier et réfléchir à la façon d'utiliser les espaces d'initiatives comme ressources pour la co-conception. Nous comptons déjà plusieurs de ces espaces (Installation expérimentale de l'INRA, Café Utopic, Jardins de la Vie Ensemble, etc.). À travers l'usage de ces lieux, vont pouvoir se tenir des débats, l'expérimentation d'innovations, la rencontre entre acteurs différents, etc. Ces espaces d'initiatives seront donc l'illustration de notre action sur le territoire. Il nous semble alors important d'enrichir notre réflexion autour de l'usage de ces ressources, mais également d'identifier de nouveaux lieux en fonction des projets que l'on souhaite développer (restauration collective, centre social, etc...)
- Créer des modalités permettant la participation des usagers (consommateurs et travailleurs) lors de chacune des phases de la conception. Cela pose de nombreuses questions notamment vis-à-vis des habitants. En effet, comment recueillir leurs attentes et leurs avis ? Dans cette perspective, nous réfléchissons à plusieurs modalités d'implication tirées notamment de l'éducation populaire (consultation citoyenne, forum ouvert, etc.)

Ainsi, la démarche de Living-Lab que nous souhaitons développer à l'échelle du territoire de Mirecourt est un moyen selon nous d'atteindre le développement d'un système agri-alimentaire territorialisé. Cette démarche est innovante car elle promeut un positionnement original des différents acteurs autour du projet. Les initiatives provenant du territoire et les besoins et les attentes de la population sont au centre de la démarche. La recherche et le développement ont alors une fonction de support pour accompagner les Hommes dans la construction de leurs milieux de vie et de travail.

Perspectives : Un « diagnostic » qui se nourrit des échanges entre partenaires et du cadre théorique ?

Des visions et intérêts divergents sont bien évidemment portés par les différents partenaires du projet. Ces divergences portent par exemple sur ce que devrait être le territoire du système agri-alimentaire. Les deux comités de pilotage réalisés et les questions soulevées concernant le territoire du projet et un besoin de le définir montrent que les acteurs s'impliquent dans le projet avec leurs propres connaissances du territoire, et leurs propres perceptions, et que des interrogations subsistent sur les différences concernant ces éléments entre partenaires. En témoigne la conception du territoire pertinent portée par la structure représentant les élus locaux, le PETR de l'Ouest des Vosges : celle-ci envisage difficilement que le territoire de projet puisse être autre que celui correspondant aux frontières de l'ensemble intercommunal constituant l'espace d'action de cet Etablissement Public

de Coopération Intercommunale. Les différences de perceptions des partenaires engagés dans ce projet s'expriment également en termes d'usagers visés : certains envisagent spontanément des actions tournées vers les usagers de leurs établissements publics *via* la restauration collective, tandis que d'autres envisagent prioritairement les ménages en situation de précarité n'ayant pas accès à une alimentation saine.

Cela montre que chaque partenaire a sa propre vision des caractéristiques de son territoire d'action, associée à son appartenance (acteurs publics, privés, associatifs), à son domaine d'intervention, ainsi qu'à son positionnement dans le système agri-alimentaire territorialisé. Ce point pouvant constituer un obstacle pour le développement de l'interconnaissance, la concertation ou la collaboration, il apparaît nécessaire de rendre lisibles les projections, les perceptions singulières du territoire et de ses habitants, et de les mettre en débat pour aller vers une mutualisation des diverses connaissances et perceptions afin de construire une vision commune du territoire et de son système agri-alimentaire, pour plus de cohérence. Le diagnostic pourra alors contribuer à remplir cette fonction si les éléments interrogés par son intermédiaire sont justement déterminés collectivement sur la base des différences de perception entre partenaires ou de leurs interrogations.

Le recours au cadre théorique des Living-Lab pour guider la conduite du projet de territoire agri-alimentaire contribue également à alimenter la démarche du diagnostic, tant dans son contenu que dans la manière de le concevoir. De la même manière, la visite du Living-Lab « Humanité » dans la métropole lilloise nous a permis d'interroger encore un peu plus notre conception de départ de ce que pouvait être un diagnostic dans un tel projet.

Or, ce rapport d'étape montre aussi qu'au niveau du diagnostic l'implication des structures partenaires doit être plus importante. Sur la base des questionnements qui émergent à la suite du dernier comité de pilotage, un des premiers enjeux de la suite de ce travail concernera la détermination du public cible du projet. Les différents publics envisagés peuvent être rassemblés au sein d'un groupe d'« usagers » considérés comme n'ayant pas accès à une alimentation saine. Notamment les « usagers » de la restauration collective des établissements publics de Mirecourt et alentours (Epad, IME, Lycée et collège), les populations en situation de précarité de Mirecourt et alentours et ayant recours à l'aide alimentaire.

Dans la perspective d'une construction de visions et de valeurs communes entre les partenaires du projet, il apparaît nécessaire que les « usagers » (entendus au sens large) soient également moteurs dans l'orientation du diagnostic et dans la conception du système agri-alimentaire territorialisé.

Ceci pose alors des questions sur les modalités pratiques de l'implication des usagers. Comment recueillir leurs avis sur la finalité du diagnostic et leur perception du territoire ? Nous examinons actuellement plusieurs pistes. Le format du forum ouvert en est une qui apparaît ici intéressante. Nous nous devons cependant d'être vigilants face à l'émergence de « leaders sociaux », émergence qui semble inévitable sur la base de ce format consultatif et qui peut concentrer le projet sur des publics déjà mobilisés et en besoins de moyens d'actions pour leur alimentation, en laissant de côté ceux qui auraient pourtant le plus besoin de tirer partis des bénéfices d'un système agri-alimentaire territorialisé, mais qui ne se retrouveraient pas dans une démarche active. Le forum ouvert qui représente un outil intéressant de mobilisation active au sein d'un public potentiellement important et hétérogène, pourrait être adapté pour dépasser ces limites notamment en le positionnant dans des cercles sociaux multiples et différents, afin de permettre une mobilisation plus large que celle des premiers convaincus.

Annexes :

Annexe 1 : Compte-rendu du 1^{er} Comité de pilotage projet EcoAgri du 09/06/2017

Compte Rendu 1^{er} Comité de Pilotage Système agri-alimentaire territorialisé 9 juin 2017, Inra Mirecourt

Personnes présentes : Frédéric Mony (CGA), Claude Normand (La Vie Ensemble), Frédéric Forissier (les Foyers Ruraux), Paul Malik (PETR de l'Ouest des Vosges), Catherine Mignolet (Inra), Fabienne Barataud (Inra), Xavier Coquil (Inra), Florence Hellec (Inra), André Blouet (Inra), Damien Foissy (Inra), Céline Schott (Inra), Juliette Anglade (Inra), Guillaume Gamache (Inra), Romain Feche (Inra).

Personnes excusées : Jean-Luc Cousot (PETR), qui s'est fait remplacer par Paul Malik, le collectif de producteurs les Bios du Coin.

Ordre du jour :

- 1) Tour de table + présentation
- 2) Présentation du projet et des actions prévues en 2017
- 3) Tour de table sur les questions et implications des uns et des autres
- 4) Projet Alimentaire Territorialisé (financement DRAAF Grand Est)

Tour de Table :

Fabienne Barataud : Directrice de l'unité ASTER, elle travaille sur les dispositifs de protection de l'eau et la construction d'outils en liens.

Céline Schott : Travaille sur les bases de données agricoles sur le temps long. Son thème de travail évolue vers les systèmes alimentaires avec une entrée géographique / Elle a également une casquette associative via le café UTOPIC, où elle a organisé (avec Claude Normand) des soirées-débats en partenariat avec les Bios du Coin. Avec le café, elle est en train de déposer auprès de la DRAAF Grand Est un dossier pour un Projet Alimentaire Territorialisé.

Guillaume Gamache : Ergonome, en CDD de 2 mois pour la préparation d'une inscription en thèse en 3 ans sur le projet, en s'intéressant aux transformations du travail et à la manière d'accompagner ces transitions, notamment sur les dimensions du territoire pour penser le travail). Le projet agri-alimentaire peut faire évoluer le travail (des expérimentateurs, des chercheurs, des acteurs partenaires) et dans cette perspective comment peut-on penser l'évolution du travail ?

Florence Hellec : Sociologue, interviendra sur l'action de mise en place avec les agriculteurs, commercialisation/organisation du travail/relation avec le public

Damien Foissy : Impliqué dans le conseil d'administration de Probiolor, bonnes connaissances des relations entre filières longues et circuits courts, problématiques de commercialisation en local.

Claude Normand : Membre du conseil d'administration du café UTOPIC / Président de la Vie Ensemble (intégration de populations du quartier du Quai Militaire, mais association ouverte à tous). L'association développe des jardins familiaux attenants au local de l'association, avec 11 parcelles en activité + une parcelle de permaculture ouverte à tous).

André Blouet : Retraité en mission à l'Inra. S'intéresse au passage de l'agriculture à l'alimentation, et plus précisément à l'entre deux entre circuits courts et filières et aux artisans de la commercialisation.

Fred Mony : Directeur du CGA de Lorraine qui se fixe des missions d'assistance technique, d'aide à la structuration de filière, d'aide à la conversion, d'actions avec les collectivités territoriales. Le CGA travaille également sur l'aide à l'installation de porteurs de projets.

Paul Malik : Chargé de mission au PETR de l'Ouest des Vosges et projet de création de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC). Association des communautés de communes de l'Ouest Vosgien – projet de territoire et actions sur plusieurs thématiques, aussi portage du programme Leader. Fait le lien entre les actions qui sont développées et les élus du territoire.

Juliette Anglade : Conduite d'une expérimentation sociale sur les échanges de savoirs à partir de l'Installation Expérimentale de l'Inra Mirecourt – ouverture de la station sur une interface sciences/ société.

Romain Feche : Recruté sur le projet Fondation de France – stage à Montpellier sur les initiatives d'alimentation solidaire. Intérêt pour la relocalisation/reterritorialisation des activités en relation avec l'alimentation en milieu rural.

Frédéric Forissier : Directeur de la fédération départementale des Foyers Ruraux des Vosges. Sont porteurs d'actions allant du culturel au sportif, en passant par le festif – Aussi montage d'AMAP dans certains foyers – actions en direction des habitants, en direction de l'enfance (NAP, stages), des jeunes, espaces de vie sociale (soutenus par la CAF), création d'un Centre Social sur 7 communes autour de Mirecourt – actions envers les habitants, sensibilisation sur l'alimentation, lien avec les jardins familiaux.

Catherine Mignolet : Ingénieur de recherche agronome, conduite d'un programme de recherche sur l'analyse des changements d'usage des terres par l'agriculture à de larges échelles de territoire et de temps.

Xavier Coquil : Ingénieur de recherche Agronome-Ergonome. Il travaille sur la transition vers des systèmes agricoles autonomes (sur l'Installation Expérimentale de Mirecourt et dans des exploitations).

F. Barataud précise qu'à termes, l'agence de l'eau Rhin-Meuse pourrait être incluse en tant que partenaire dans le projet car une demande de financement a été déposée (auprès de Delphine Becker). L'agence a donné un accord de principe et a fait montre d'un intérêt marqué pour le projet. La réponse définitive interviendra à l'automne pour un début de cofinancement en janvier.

Paul Malik a dit que la réunion du PETR du 29 juin prévue à l'Inra avec une visite de l'expérimentation système pour les élus du comité syndical du PETR était reportée à fin septembre en raison d'un ordre du jour trop chargé.

Présentation du Projet :

La 1^{ère} année de financement commence en juin 2017 (60% pour la Fondation de France ; 40% AERM) – 2^{ème} année va de mai 2018 à mai 2019 : financement Fondation de France à 100% (40 k€ pour le recrutement de Romain ; 10 k€ autres) – Les partenaires officiels sont l'Inra, le Café Utopic, le PETR, le CGA de Lorraine, les Foyers Ruraux, La Vie Ensemble et les Bios du Coin (mais via l'Utopic car il s'agit d'un collectif de producteurs informels).

Présentation du projet par Xavier Coquil :

L'hypothèse de départ est que le projet de système alimentaire relocalisé est une façon de travailler sur une alimentation saine, sur la base donc d'une production en Agriculture Biologique car plus durable. Ceci devrait engager des emplois agricoles et dans l'artisanat alimentaire, la mise en place d'une économie circulaire, avec des biens consommés localement.

Se pose alors la question du territoire de vie, du développement de l'emploi, de la consommation alimentaire, avec une spécificité rurale. Cette question du territoire sous ces différentes formes doit être travaillée.

La spécificité du projet s'exprime également à travers son centrage sur l'Installation Expérimentale de l'Inra, considérée comme pouvant être un support d'expérimentation sociale pour diversifier l'assiette alimentaire, à partir

du dispositif de production. L'Inra serait co-porteur d'artisanat de transformation des produits agricoles, d'accueil et d'échanges avec les agriculteurs et les étudiants sur la façon de conduire une agriculture durable. Le dispositif pourrait également être mobilisé sur l'échange citoyen autour de l'agriculture et de l'alimentation durable, avec un lien très fort sur l'éducation populaire (lien à travailler).

Calendrier de travail :

1^{ère} action / année 1 : recensement de toutes les initiatives sur le territoire de Mirecourt en matière de production agri-alimentaire durable et saine : définir le territoire / travailler la question de l'alimentation saine – mieux cerner les acteurs à convier dans l'arène de conception pour penser un projet de territoire sur la question de l'alimentation – un projet de recherche-action qui vise à être moteur d'une transformation territoriale, ce qui invite à regarder les jeux d'acteurs sur le territoire (agriculteurs, personnes de l'enseignement, artisanat sur l'alimentation, citoyens) – lieu de travail possible au Café Utopic en tant que lieu de débat citoyen.

2^{ème} action / année 2 : faire vivre l'arène de conception d'un système agri-alimentaire : définition d'objectifs communs, de concepts, regarder le champ des possibles et finalité commune – commencer à rentrer dans le concret (initiatives alimentaires à travailler).

3^{ème} action / année 3 : continuer à travailler sur cette mise en action

Projet Alimentaire Territorialisé (PAT) proposé par Céline dans l'AAP PNA qui n'a pas été accepté au niveau national, mais qui l'a été au niveau régional (DRAAF).

Discussion :

Le 1^{er} cercle d'acteurs est constitué par ceux présents dans ce comité de pilotage et l'idée serait d'associer petit à petit d'autres personnes – Il pourrait être nécessaire de réfléchir aux moyens d'informer de ce que l'on construit (lettre d'info du Café Utopic, autre média...) étant donné la visée de transformation territoriale du projet.

La question d'une communication autour du projet a ainsi été soulevée (auprès de qui, quand, comment, objectifs de mobilisation ?, coupler informations officielles et animation ? ...) pour un lancement officiel du projet de système agri-alimentaire relocalisé. Il a été conclu que l'idée n'était pas encore d'actualité mais le serait sans doute au mois de septembre, suite à la réalisation du diagnostic territorial, qui permettra notamment de mieux identifier le territoire d'opérationnalisation du projet. Pour le public concerné par l'information, les interrogations restent en suspens du fait des difficultés à saisir la demande citoyenne quand elle n'est pas organisée, du fait qu'une partie de la population ne s'intéresse pas prioritairement aux questions alimentaires. Il y a donc une nécessité de conscientisation de la population.

Il a été mis en évidence la nécessité de réfléchir à une dénomination pour le projet étant donné qu'il implique plusieurs sources de financement, qu'il y aura peut-être une articulation avec le Projet Alimentaire territorialisé (PAT, financement DRAAF Grand-Est).

La discussion a également mis en avant l'opportunité et la nécessité de définir les territoires auxquels le projet s'adresse, sachant qu'il n'y a pas un territoire qui s'impose, et que l'agri-alimentaire représente un des 3 piliers de l'emploi au côté du bois et de la santé. La nécessité de trouver un point d'accroche avec les préoccupations citoyennes a également été mise en avant, et la discussion a fait remarquer que cela pouvait passer par la mise en œuvre d'actions d'animations (ex des ateliers de cuisine ou des jardins familiaux, de la collecte de fruits etc. ...) qui permettraient ainsi de développer une réflexion alimentaire par le biais de la pratique.

Au regard de ces éléments, il est donc apparu nécessaire de travailler d'abord avec les partenaires et les réseaux d'acteurs qui sont autour de l'agri-alimentaire (en démarche « boule de neige »). Cela permettra de mieux cerner les initiatives existantes. La participation/consultation citoyenne pourra s'organiser par la suite (via le Café ou autre).

La question du PAT a été traitée par la suite. Céline Schott se charge du dépôt de dossier. Il a été noté aussi l'intérêt, la cohérence de ce projet et de la labellisation associée, notamment en termes de financements et de dépôt de projets pour la suite, et par rapport à ce qui a été fait antérieurement.

Une interrogation sur la place du lycée agricole a été émise, sachant qu'ils ne sont pas en bios. L'idée retenue est finalement d'aller voir Franck Sangouard et de discuter avec lui en profitant de leur prochaine conversion en bio (sur l'atelier Lait uniquement) comme occasion. A aussi été identifié un besoin de clarification au niveau de ce qu'est une alimentation saine, ainsi qu'une alimentation durable car les conceptions peuvent être différentes en fonction des acteurs.

La question de l'état des lieux des initiatives agri-alimentaires sur le territoire a ensuite été posée, en précisant que l'arène de conception n'est pas uniquement « discursive » mais aussi un lieu d'action. Plus précisément, il était question de savoir par où commencer. Chaque personne présente a ensuite présenté sa possible contribution au diagnostic, avec un accent particulier sur les personnes ressources à rencontrer en priorité.

Liste des acteurs mis en avant :

- G. Carretti semble avoir obtenu la création d'une nouvelle filière de formation sur l'alimentation qui serait accueillie au sein du lycée agricole
- Alain Corne, ancien cuisinier de Ravenel qui était autosuffisant il y a 20-30 ans.
- ne pas oublier les gens de l'eau comme aliment – territoire de production d'eau des habitants
- acteurs de l'artisanat alimentaire
- Nathalie Babouhot qui voudrait que Mirecourt soit un site pilote sur l'alimentation bio au collège
- Annie Millet, responsable du service de restauration des 2 lycées
- lycée agricole de Courcelles Chaussy porteur du BPREA « maraîchage bio »
- exemples en élevage et non en maraîchage
- Le CGA est au courant de certaines opportunités sur le foncier, sensibiliser les collectivités sur la production bio en régie, mise en place de relations entre collectivités et porteurs de projets
- Terres de Lien et ARDEAR Grand-Est sont des acteurs incontournables sur le foncier
- aller voir des acteurs ressources (y compris assez loin) et des acteurs locaux même si aujourd'hui ils ne sont pas ressources (ils peuvent enclencher une dynamique).

Pour la suite :

Le 1^{er} livrable (rapport d'avancement du projet) pour la FdF doit être rendu pour le 3 octobre.

Il est nécessaire d'aborder le diagnostic territorial via une approche par la littérature existante et par les statistiques. Remobiliser le diagnostic de Paul Malik et affiner progressivement les territoires embarqués dans l'étude. Resserrer sur les acteurs en lien avec la Bio.

Faire avancer le questionnement sur le territoire pour ce rapport + commencer les entretiens en relation directe avec les initiatives bios.

Interroger le bassin de vie / bassin d'emploi – statistiques à remobiliser.

Mode de fonctionnement retenu :

Il a été décidé de réaliser des COPIL tous les 3 mois – La prochaine réunion aura donc lieu en septembre, avec une possibilité de prendre des créneaux en soirée.

Annexe 2 : Compte-rendu du second Comité de pilotage du 4/09/2017

Présents : Céline Schott (Inra / Café Utopic), Frédéric Mony (CGA de Lorraine), Romain Fèche (Inra), Catherine Mignolet (Inra), Guillaume Gamache (Inra), Geneviève Gérard (Café Utopic), Fabienne Barataud (Inra), Paul Malik (PETR / Café Utopic), Florence Hellec (Inra), Claude Normand (La Vie Ensemble / Café Utopic), Nathalie Royet (LEGTA), Gilles Caretti (IME), Nadia Jacquot (La Ferme aux Bisons), Anne Verdenal (La Ferme Pays'Anne), Franck Sangouard (Ferme de Braquemont, LEGTA)

Présentation du projet EcoAgri

Objectifs :

Développer l'accès des populations du territoire de Mirecourt à une alimentation saine et durable (AB), et locale.

Associer une large diversité d'acteurs autour d'actions spécifiques sur le territoire pour repenser le système agri-alimentaire (de la production à la consommation en intégrant les questions de transformation, distribution et recyclage).

Mettre en lien les initiatives développées actuellement pour créer une dynamique d'actions à l'échelle du territoire.

Synthèse des discussions :

- Des interrogations concernant le type de public visé par le projet, comment l'atteindre et quel niveau de demande viser

Plusieurs publics ont été mis en avant : les jeunes, les populations en situation précaire, les publics des établissements médico-sociaux, les non-convaincus par l'AB et le bio, les élus. La volonté de rassembler largement a été énoncée.

Différents moyens d'atteindre ces publics ont été soulevés. Parmi ceux-ci, la restauration collective envisagée largement pour toucher aussi bien les jeunes que leurs familles, et les publics précaires (cf restaurant municipal). Mais aussi les circuits-courts de proximité en AB.

A aussi été relevé une volonté d'associer les gens par l'éducation.

- Des interrogations sur le territoire concerné par le projet et la nécessité de le définir

Mirecourt constitue finalement un point d'ancrage, de démarrage du projet, avec un élargissement probable par « contagion ». Cela permet de dépasser le besoin de définir les contours d'un territoire, l'idée étant de conserver une certaine souplesse. Le territoire de production lui n'est pas figé par exemple. Ce qui a du sens c'est la dimension locale.

- Des interrogations sur l'organisation interne du projet et l'intégration des parties prenantes

Le faire ensemble a été mis en avant.

Proposition d'impliquer très prochainement les gestionnaires/proviseurs/cuisiniers des lycées, collèges, écoles, ainsi que les banques alimentaires et organisations de l'aide alimentaire.

Sous quelles formes ? Participation aux réunions ?

- Des interrogations sur les valeurs autour du projet, l'objectif commun

Partager des valeurs comme l'AB peut recouvrir des réalités différentes pour chacun. Le minimum est la certification AB. Sur quelles autres valeurs ne pas transiger ? Quel est le socle commun de valeurs ? Importance de définir des valeurs communes.

Verbatim du second copil du Projet « Système Agri-Alimentaire Territorialisé » – 4 septembre 2017

RF : 2 temps : (i) présentations issues du travail d'enquête de Romain et des réflexions de Guillaume ; (ii) temps de discussion

Présentation de Romain : diaporama

PM : mutualisation difficile dans le milieu agricole ? Qu'est-ce que ça veut dire ?

RF : importance de partager les mêmes valeurs entre producteurs.

FM : ateliers de transformation : difficulté liée au fait que les producteurs en ont tous besoin en même temps

FS : 2 niveaux de collectifs : (i) travailler dans un outil collectif ou (ii) déléguer à un outil collectif de transformation – en quoi je suis bon et qu'est-ce que je délègue ? Compétences nécessaires pour la transformation (normes sanitaires...) – incompatibilités au regard du prix de vente – certains ne sont pas performants, ni efficaces, peuvent prendre des risques.

GC : quel est le niveau de demande ? AMAP = clientèle de particuliers – structures qui vont travailler dans les marchés publics : structure petite ou moyenne ? Capacité à transformer nous-mêmes – besoin de la 5^{ème} gamme pour les restaurations en lycée par exemple

CS : problématique de la création d'emplois locaux : répercussion sur les prix

GC : production de bœuf : quand c'est l'époque des grillades, tout le monde veut du steak. Voir comment le reste de la carcasse peut être valorisé différemment (par la restauration collective).

FS : besoin de différents types de clients dès qu'on est en viande : le collectif s'allie bien au particulier.

GC : échange du partenariat : IME éducatif/pédagogique – on n'est plus dans une logique grand magasin : nécessité que les enfants voient d'où vient la production (lait à l'Inra, Provençères...) concoure à des échanges qui permettent de dynamiser une offre / une demande

FS : niveau social assez bas à Mirecourt qui va de pair avec une faible transformation – offre de GMS très importante à Mirecourt (Intermarché...) – est-ce qu'on peut travailler avec eux, s'imposer comme incontournables ? Car dans notre territoire, c'est difficile de ne pas passer par eux – montée en puissance visible quand on travaille sur Epinal et Nancy avec ce potentiel de clients qui n'existe pas ici. Question de déontologie.

AV : mais cela n'empêche pas les autres circuits de commercialisation de se développer malgré tout. Mais les supermarchés nous tendent tous à un moment donné la perche : certains producteurs font le choix de travailler avec, d'autres non.

FS : comment aller au-delà des convaincus ?

AV : effet « boule de neige » entre convaincus

NJ : évolution de notre clientèle à la Ferme des Bisons – viande 2X plus chère que le bœuf + brouillards – vente directe (pas d'intermédiaire) – j'ai vu des gens pas forcément aisés, des jeunes en colocation qui changent leur façon de consommer (acheter moins de viande mais de meilleure qualité) – on n'est pas obligé de manger beaucoup de viande mais quand on en mange, qu'elle soit bonne – à nous de communiquer, rééduquer les gens : pas de viande au détail, des colis (même si certains clients essaient) – recettes données avec les colis – visites avec les enfants : la viande commence dans un pré.

CN : contact avec les clients, rapport social – Mirecourt : souffre économiquement mais tissu associatif dense – personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire : on leur apporte les surplus de la grande distribution – on aide des gens mais on les installe dans des rapports à l'alimentation qui ne sont pas ceux qu'on vise – trouver des initiatives qui permettent d'aller dans cette direction.

GC : enjeux complémentaires : survie, santé via l'alimentation – amélioration notable du comportement des enfants grâce à l'alimentation – ce qui est malheureux, c'est que ceux qui en ont le plus besoin, n'y ont pas accès.

FS : ce sont les cantines qui nous permettront ça – 17% de circuits courts dans l'approvisionnement de la cantine des 2 lycées – aller voir plus près ce que c'est, quel surcoût cela représente – coût matière : 1,50 € - en circuit court, on passe à 1,70 € (sur 8 € au total) – rôle des élus, du personnel de direction (+ gestionnaire) – il faut les aider + aller voir ce qu'il en est sur la santé (bilan ionique) – les élus de Mirecourt sont prêts.

GC : si un collège ou un lycée fait ça, on peut aussi alimenter des communes dans un rayon de 80 km par les groupements de commandes (+ associer maisons de retraite)

CN : maison de retraite dans laquelle on mange tous les jours de l'année

GC : en moyenne, quand on rentre dans un EPAD, on y est pour 2 ans de fin de vie. Rendre l'aliment différent, du mouliné travaillé, reperfumé – besoin de trouver des solutions de terrain pratico-pratiques.

XC : développement progressif des CC par le biais de relations, mais les gens étendent progressivement leur zone d'achat. Question centrale : qui sont les gens à qui on s'adresse et comment on s'adresse à eux ? Est-ce réaliste de penser le projet agri-alimentaire autour de Mirecourt ou faut-il étendre au-delà ? Franck a parlé d'une génération – continuer à développer l'attractivité au niveau des gens mais comment on s'y prend sur la production ? En étendant les circuits de commercialisation et en revenant progressivement autour de Mirecourt ? Est-ce que le territoire de Mirecourt n'est pas trop petit pour penser ce SAAT ?

FS : non, si on intègre 20% de restauration collective – c'est une sécurité qui nous permet de toucher les familles aussi – le marché des particuliers semble déjà saturé.

FH : dépend des productions : fruits et produits laitiers encore de la marge.

GC : respecter la saisonnalité et avoir de la diversité (l'hiver est un peu long en Lorraine). Ex. : pas de pomme cette année, ça va être long.

FS : pas de pommes mais des melons – être maraîcher dans nos régions n'est pas simple. Je connais des producteurs de fromages qui cherchent des clients.

FM : pose la question de la solidarité entre territoires – mécanismes à mettre en place entre SAAT voisins.

GC : difficulté du lait cru : OK pour le yaourt nature mais pas aux fruits car ils tournent trop vite – mettre à disposition des compotées de fruits à côté.

FB : restauration collective + aide alimentaire – Lons le Saunier : cuisine centrale gérée par la mairie qui peut penser une forme d'aide alimentaire.

GC : c'est ce qui se fait ici aussi à Charleville. Possibilité de développer plusieurs options sur un même territoire.

FS : avant, c'était la cantine du lycée qui faisait la restauration pour les écoles qui est maintenant assurée par Sodexo.

XC : SAAT pour toucher des publics différents dont des publics qui ne sont pas touchés actuellement – est-il utile d'aller parler avec Sodexo et des représentants d'enseignes ?

FS : Api/Sodexo : on y est déjà – problématique : sur une semaine, il leur faut 40 jambons. Quelques communes leur imposent le circuit court – traçabilité sanitaire OK, mais traçabilité du circuit pas sûre. Je crois plus à une reprise en main par les élus de la restauration collective, mais prise de risque collective forte, travail de longue haleine – c'est le consommateur, le parent d'élève, les associations qui doivent pousser – mais la demande doit venir du consommateur.

FB : comment on embarque les consommateurs ?

GGérard : échelle restreinte du Café Utopic

AV : consommateurs et élus

XC : volonté de s'extraire d'un modèle industriel – une des principales difficultés = rassembler autour de ce projet – rendre le projet accessible en faisant des concessions d'abord : essayer de faire quelque chose de local et bio dans un des trois kebabs ?

FS : il ne faut rien lâcher sur le prix – ambition que les gens se ré accaparent la part de leur budget consacré à l'alimentation (11% aujourd'hui, il faut aller à 25%) – comment je remets des gens devant des assiettes ?

GG : on sait ce qu'on voudrait faire mais comment le faire ?

Présentation de Guillaume – diaporama

CS : valeurs du projet – définition de certains termes : AB, alimentation saine, durable, locale – s'entendre sur les mots – quel est le type d'agriculture, le type de partenaires, le type de population auquel on s'adresse ? Se mettre d'accord sur les grands axes, sur les termes qu'on utilise. Projet Alimen'Terre : valeurs = travailler autour de l'AB ou d'une agriculture durable qui n'aura pas forcément le label AB.

FS : minimum = AB – mais il y a en plus l'engagement territorial – comment je crée un produit sain dans un territoire donné ? Le minimum = sans intrants.

GG : je parlais des valeurs de mise en œuvre du projet.

FB : Céline questionnait l'objectif commun du projet.

XC : concertation des différents projets utile mais elle ne doit pas être un frein aux initiatives. Quelles modalités de coopération au sein du living-lab : est-ce juste un partage d'informations ou va-t-on au-delà ? Qui sont les gens à qui on s'adresse : un territoire se définit par les gens qui sont dedans. Qui a-t-on envie d'inviter autour de la table ? Toucher un public qui soit sensible à certaines valeurs de l'alimentation – quels sont les gens à qui on a envie de donner envie de participer ?

FB : l'aspect « faire ensemble » est important – permettre aux « habitants » : on est trop flou (ne pas oublier certaines populations).

XC : associer les gens par l'éducation : OK – proposer aux gens de participer à un débat, à une action concrète.

GC : utiliser les moyens actuels – si on veut attirer les jeunes, il faut utiliser les réseaux sociaux – le côté kebab n'est pas si déconnant que ça.

GG : comment intéresser les consommateurs ?

AV : se coltiner les valeurs – les « sans intrants » peuvent cacher des choses. Je n'arrive pas à situer le territoire : on parle de Mirecourt, mais ce n'est pas clair.

XC : c'est quoi un territoire de vie, un territoire de production, un territoire de commercialisation ? Interrogation présente dans l'enquête de Romain.

FS : on n'est pas là pour nous faire vendre plus de produits, mais c'est déjà ambitieux de le faire sur Mirecourt et ses « satellites ». Les élus sont spécifiques au territoire.

CS : exemplarité d'un projet pour en tirer certaines informations reproductibles ailleurs – Mirecourt représentative d'une Zone de Revitalisation Rurale, représentative d'un certain nombre de petites villes de l'Ouest vosgien.

FH : à quelle échelle on s'intéresse ? On ne le saura pas à la fin du projet.

XC : OK mais il faut alors dépasser les lieux de consommation et d'achat.

GC : EPAD : si on fait évoluer le groupement de commandes (qui est managé par Mirecourt), cela impactera l'ensemble des EPAD vosgiens. Même si on touche sur Mirecourt, on touchera un territoire plus englobant. Le lycée draine des élèves sur un territoire large.

FS : territoire de consommation autour de Mirecourt mais au niveau des producteurs, il peut être au-delà.

FB : si des élus de Neufchâteau sont intéressés, pourquoi pas ? C'est une façon de démarrer de parler de Mirecourt.

GC : on part d'un noyau et à quelle vitesse ça « contamine » un territoire ?

CS : ce sont les PAT du Ministère de l'Agriculture – métropoles qui font le choix d'alimenter les villes par une agriculture plus locale.

FB : Ardèche : coopérative Ardelaine – ne pas laisser se perdre un savoir-faire sur la filature de la laine : développement d'une conserverie, d'un restaurant bio local – ils ont fait chemin faisant en répondant à ce socle de valeurs commun.

AV : le sens qui existe est le côté local.

FS : ce sont les actions qui vont être importantes.

GG : barycentre = Mirecourt pour le consommateur mais on ne se ferme aucune porte pour les producteurs. Comment faire ensemble ?

XC : toutes les initiatives ne sont pas représentées par des acteurs du projet Fondation de France. Comment s'organiser concrètement pour que le living-lab ait une vie ? Idée d'expérimenter en société.

GG : comment on s'organise et comment on implique les différentes parties prenantes ?

XC : ne faut-il pas que les responsables d'achats des cantines soient invités à ces réunions ?

FS : c'est un trio : proviseur / gestionnaire / cuisinier.

FM : on n'a pas encore réussi à les impliquer – ça m'interpelle : blocage du « quart de cinquième de centime » (qui pourrait être résolu en achetant un four plus efficace par exemple).

GC : il faut reposer les choses dans le bon sens – ex. : meilleure alimentation pour de meilleurs résultats au bac ?

CS : témoignage du directeur du CHU de Nancy passé en circuits courts : viande de meilleure qualité qui perd moins à la cuisson.

GC : sur un rôti de porc à Braquemont, je perds beaucoup moins de gras que lorsque je prends à un porc à un groupement d'achats.

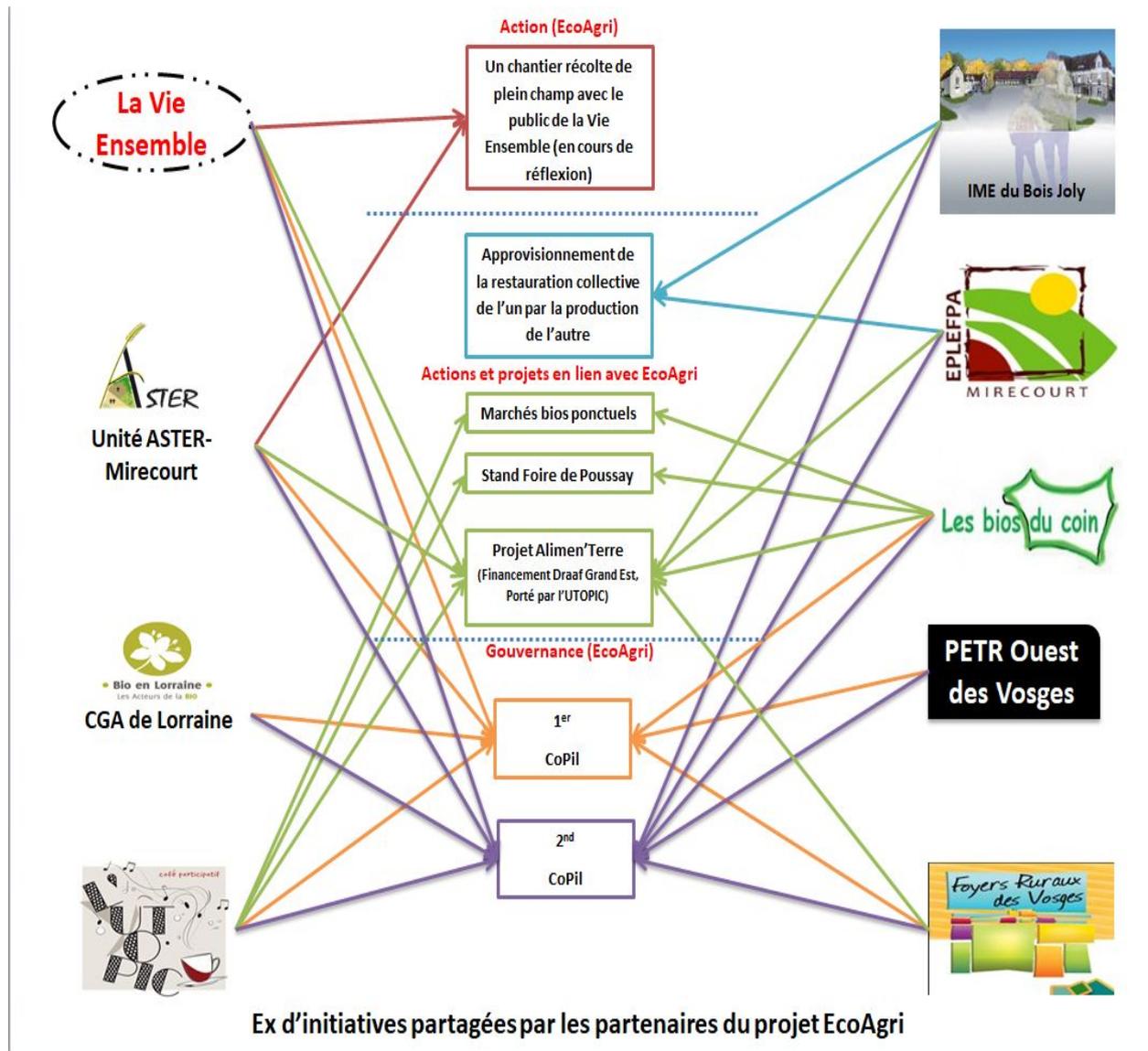
FS : ce serait plus les proviseurs qui seraient à associer.

XC : lundi prochain, financeur de la Fondation de France qui revient nous voir : réunion des partenaires dans un autre lieu que l'Inra de 14h à 16h.

GG : l'Inra se charge de remettre les questions par paquet pour mettre en place des groupes de travail.

XC : inviter les lycées / collèges / écoles et les banques alimentaires assez rapidement.

Annexe 3 : Schématisation des actions communes réalisées entre les partenaires du projet EcoAgri



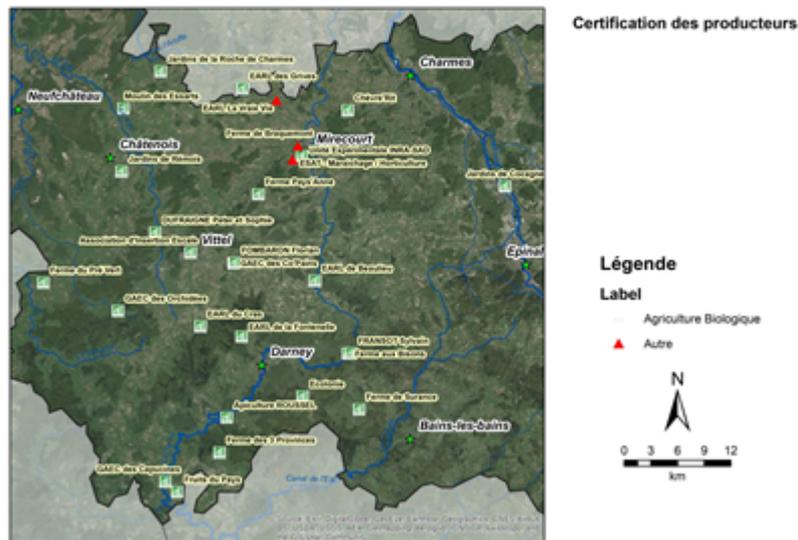
Annexe 4 : Les PowerPoints des présentations réalisées le 11 septembre 2017 lors de la visite de T. Gissinger

Annexe 4.1 : Les possibles en termes d'analyse cartographique de la production et des schémas de commercialisation en circuits-courts de l'agriculture biologique dans l'Ouest Vosgien

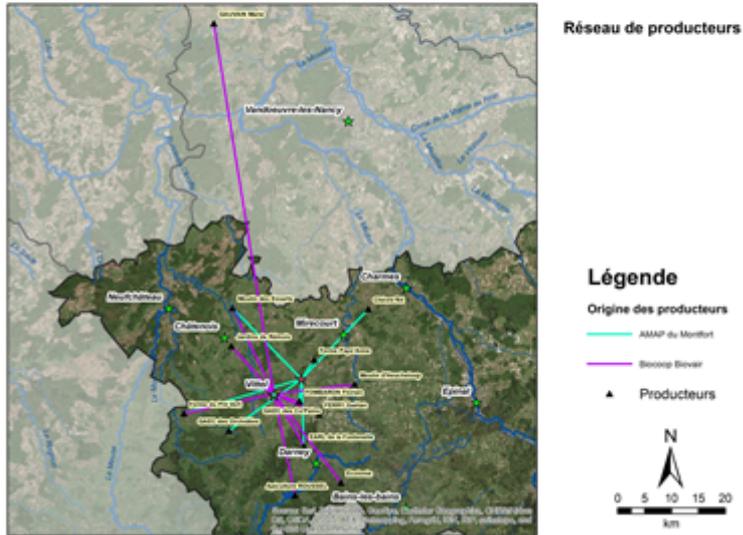
Projet de Système d'information géographique sur les circuits courts dans l'Ouest Vosgien

Aperçu de ce que ça pourrait donner....

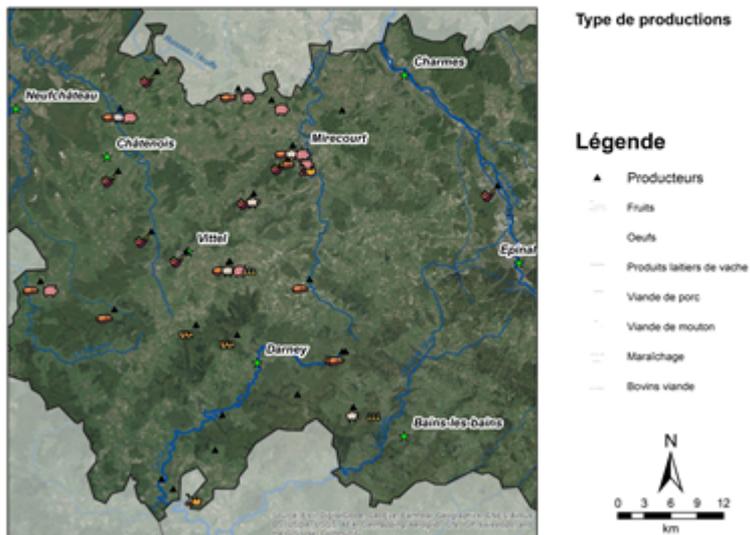
Localisation des producteurs bio (et/ou en circuit court ?)



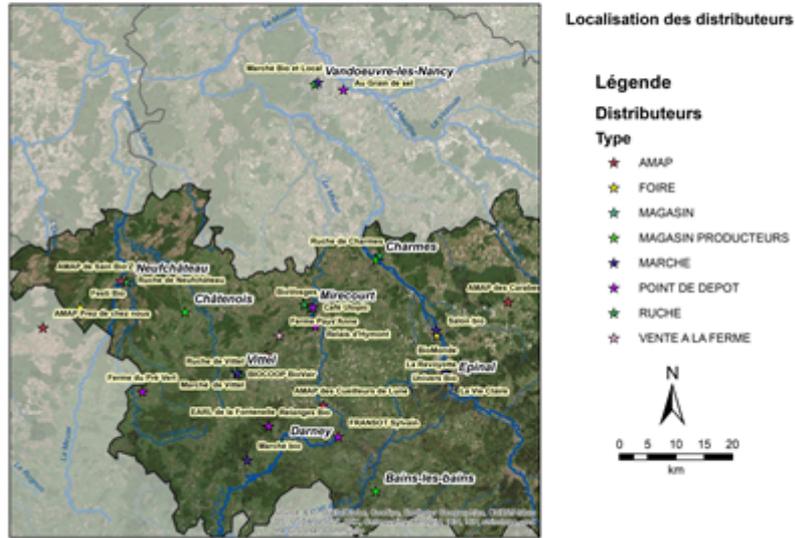
Bassin de production de deux distributeurs bio (AMAP du Montfort et Biocoop de Vittel)



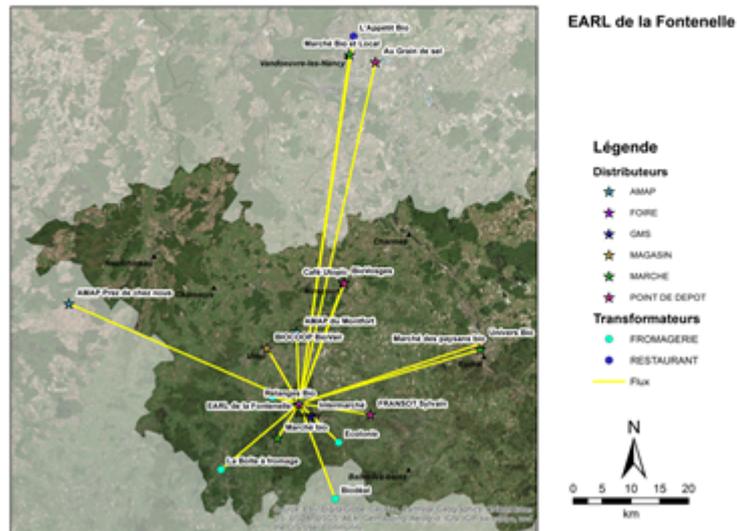
Localisation des types de production

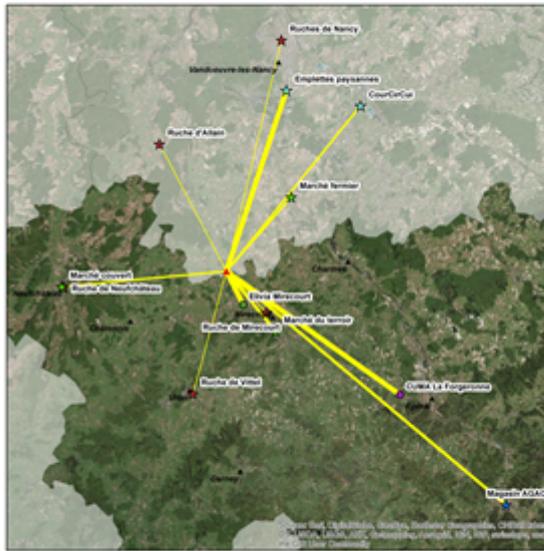


Localisation et type de distributeurs



Territoire de transformation et de distribution d'une ferme en circuit court





EARL des Grives

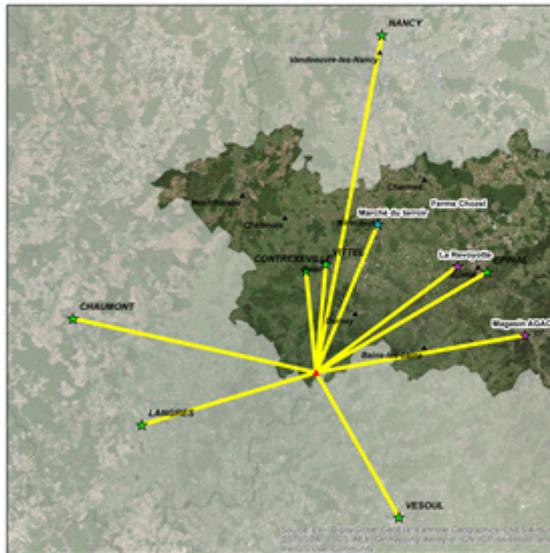
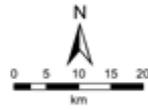
Légende

Transformateurs

- ABATTOIR
- BOUCHERIE-CHARCUTERIE

Distributeurs

- ★ MAGASIN PRODUCTEURS
- ★ MARCHÉ
- ★ POINT DE DÉPÔT
- ★ RUCHE



Vergers Grandieu

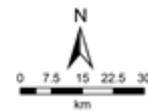
Légende

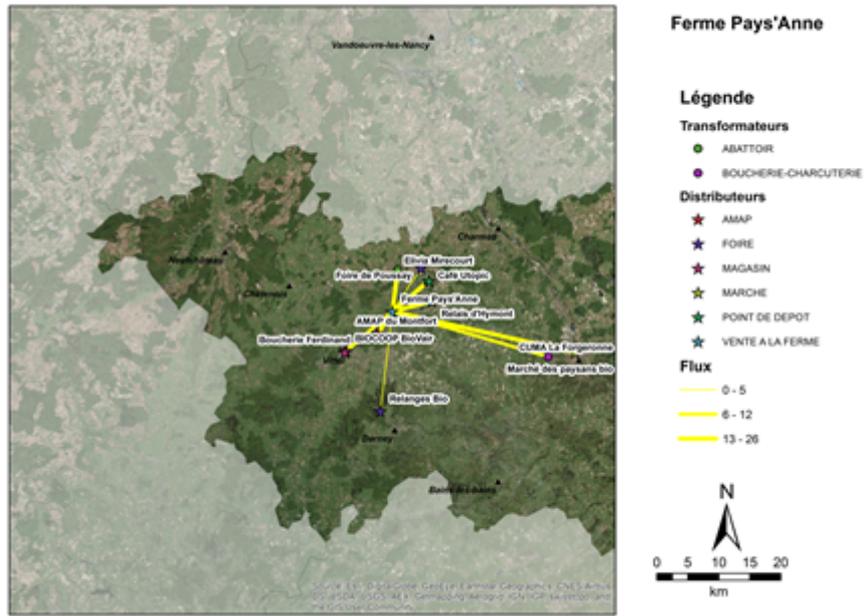
Transformateurs

- Transformation Fruits

Distributeurs

- ★ Magasin de producteurs
- ★ Marché
- ★ GMS et magasins spécialisés
- ▲ Vente à la ferme





Annexe 4.2 : Le cadre théorique de la démarche de conduite de projet

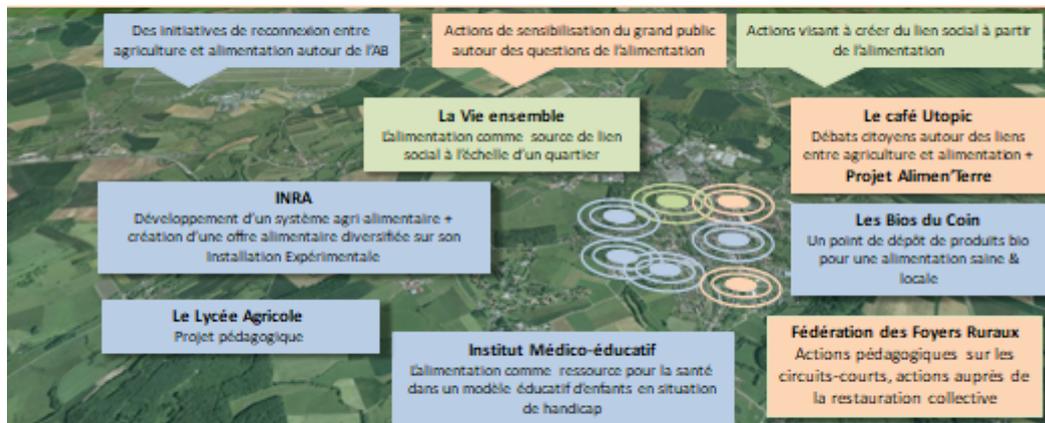
Notre démarche de conduite de projet

- L'objectif à atteindre :

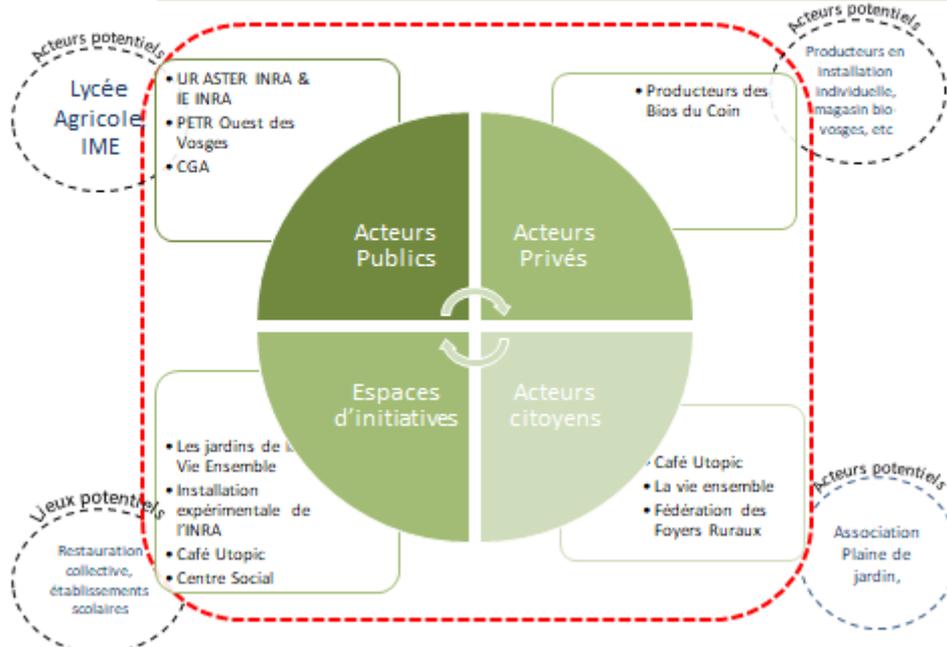
✓ Développer l'accès de la population locale à une alimentation saine et durable avec l'hypothèse que cela aura des effets vertueux sur le plan économique, social et écologique.

- En parallèle, du diagnostic du territoire, nous sommes en train de **déterminer les acteurs pouvant faire partie de l'arène de conception du système agri-alimentaire territorialisé.**
- Notre démarche :
 - Recenser les initiatives en cours et déterminer la façon dont chaque projet peut contribuer à développer le système agri-alimentaire ;
 - Aider et accompagner la mise en place d'actions à l'échelle locale dans l'objectif de créer une dynamique à plus grande échelle.

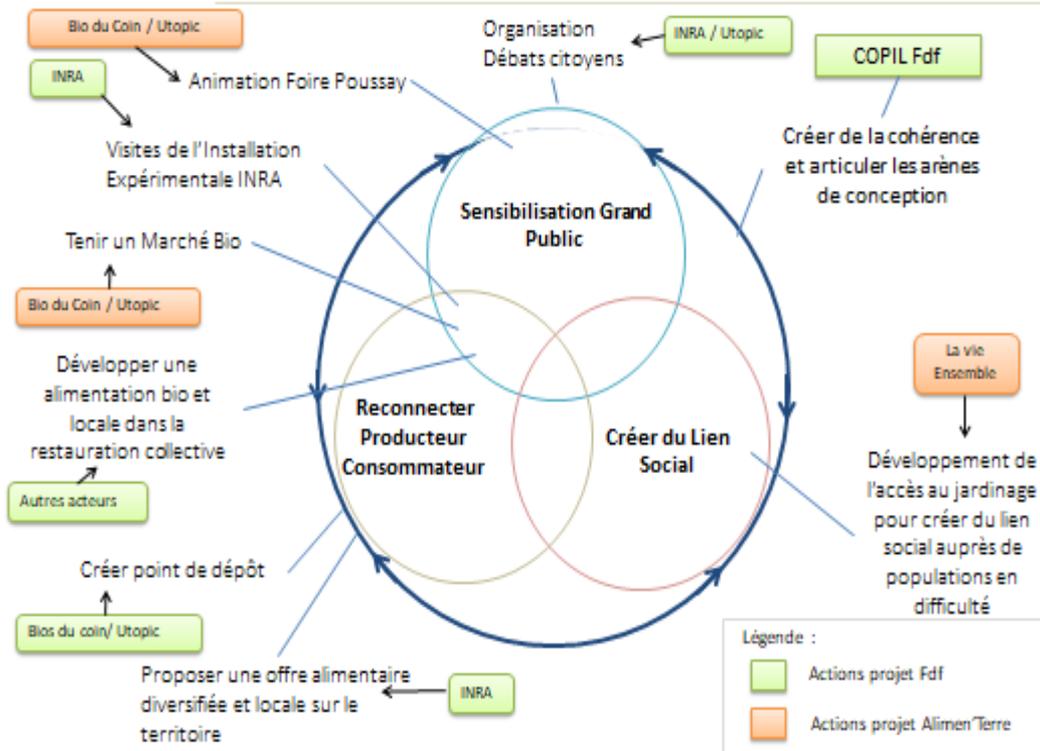
Les projets en cours à l’échelle de Mirecourt



Les acteurs menant une réflexion autour d’une alimentation saine, locale et durable



Quelle organisation pour les arènes de conception?



Les prochaines voies de développement?

Des objectifs nouveaux :

- Quel cadre pour articuler ces arènes de conception?
- Quels acteurs impliquer ? Comment intégrer la place du consommateur?

Perspectives d'actions : Le choix de développement d'un Living-Lab

- Ecosystème d'innovation ouverte centré sur l'utilisateur, basé sur la co-création systématique avec les usagers, construit autour d'un partenariat entre des acteurs publics, privé et citoyens et intégrant les processus de recherche et d'innovation dans le cadre de vie réel des communautés.



Perspectives d'action

- Construire un Living-Lab pas à pas en s'appuyant sur les initiatives en cours
- Mettre en place une communication pour permettre une interconnaissance entre les différents projets menés
- Renforcer notre partenariat entre le projet EcoAgri (Fondation de France) et le projet Alimen'Terre (DRAAF)
- Construire les espaces de dialogue pour permettre des apprentissages mutuels entre les projets
- Définir l'implication du consommateur, de l'habitant, du travailleur (ses attentes, l'intégrer à la conception, etc..) ex : consultation citoyenne, ...



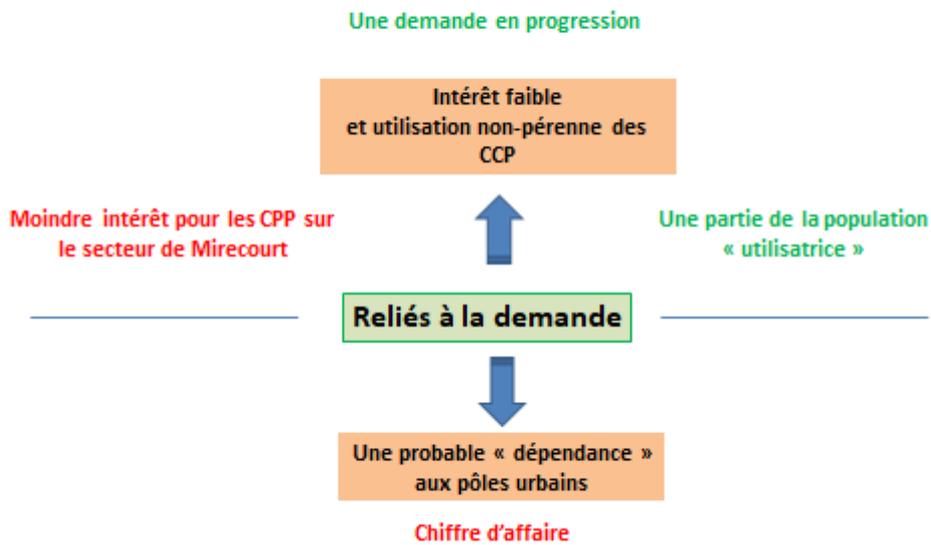
Annexe 4.3 : L’enquête exploratoire sur la constitution des schémas de commercialisation des producteurs en CCP et en AB, et les réflexions autour du diagnostic

Etude exploratoire – les pistes de réflexions

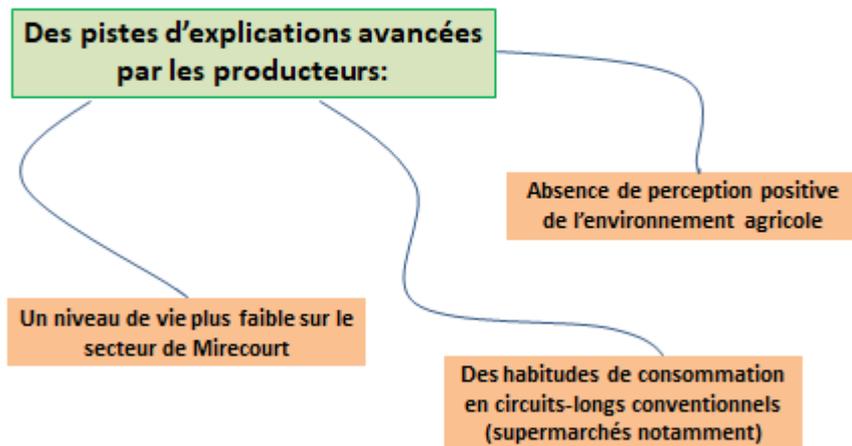
Enquête exploratoire circuits courts de
proximité, Mirecourt - 11/09/2017

1

Une perception de la demande par les producteurs



Une perception de la demande par les producteurs



La perception de l'implication des collectivités et des élus par les producteurs et initiatives de distribution

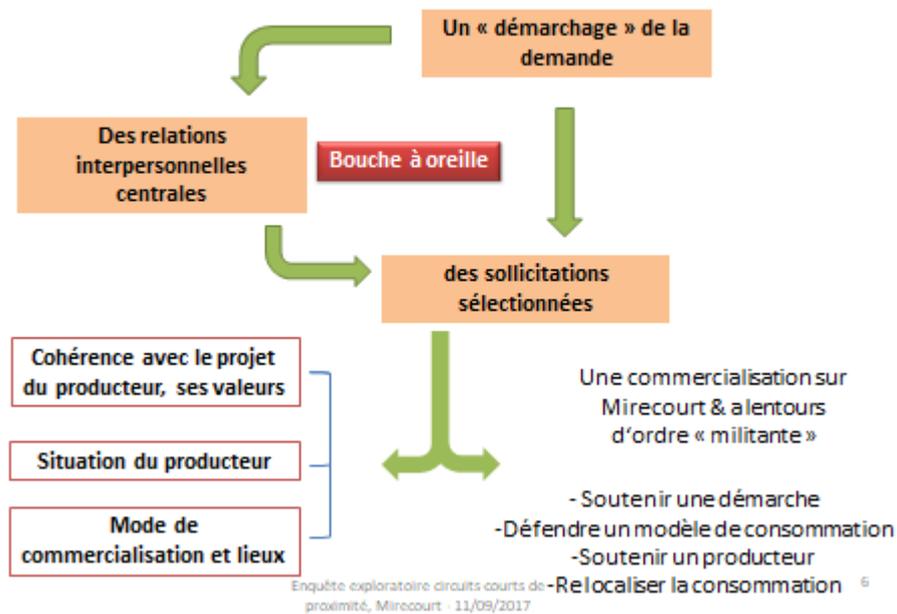
Faible mobilisation élus locaux

Les projets existants semblent surtout portés par quelques personnes (élus locaux, cuisiniers, maraîchers etc ...)

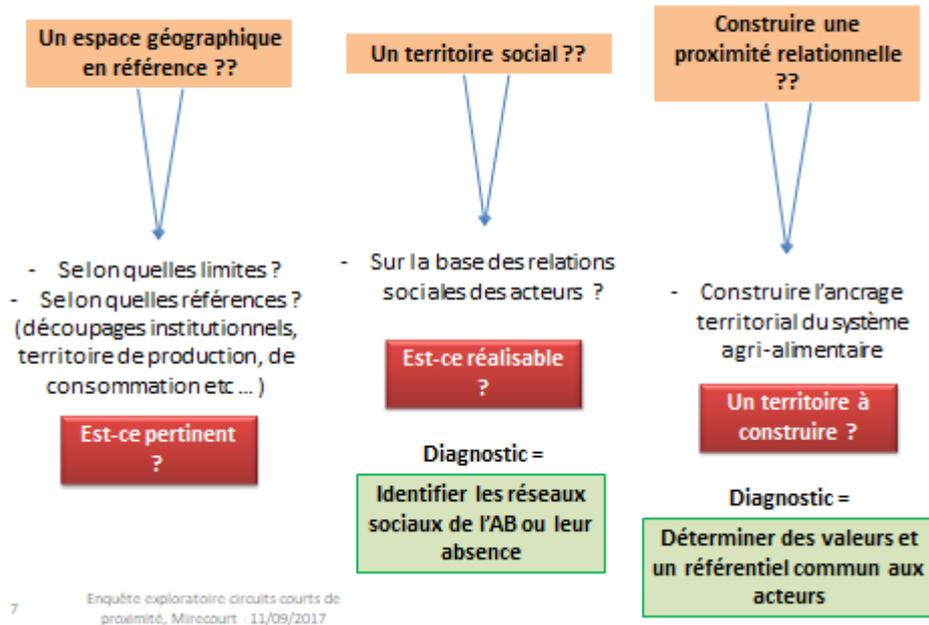
Enquête exploratoire circuits courts de proximité, Mirecourt - 11/09/2017

5

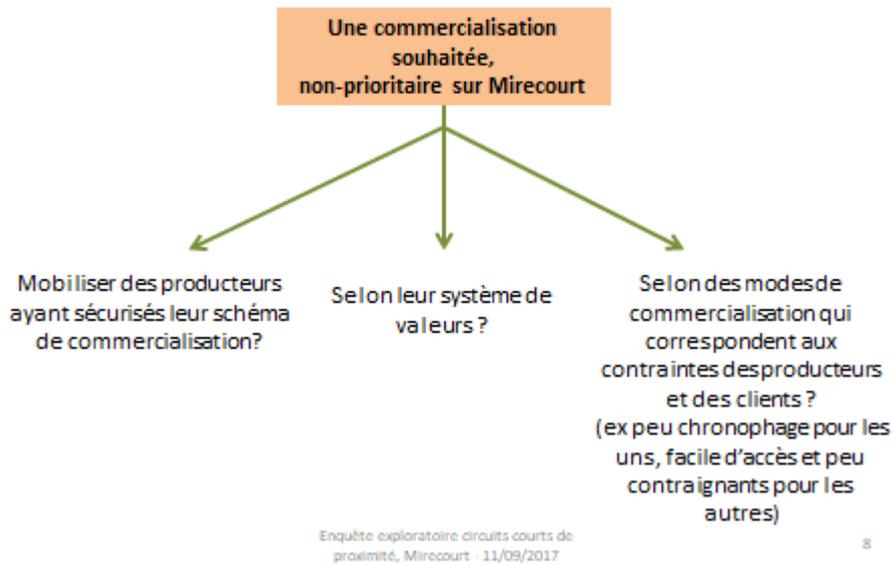
La construction des schémas de commercialisation



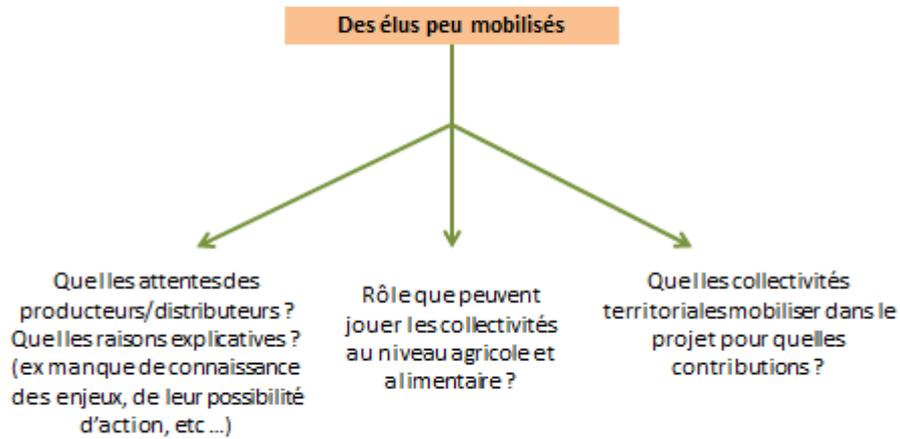
Les interrogations induites



Les interrogations induites



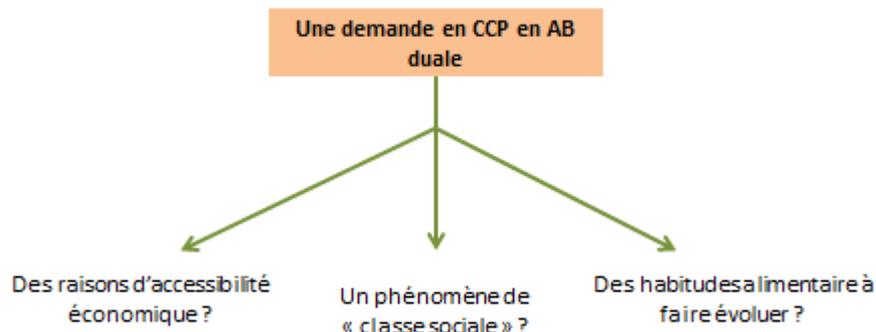
Les interrogations induites



Enquête exploratoire circuits courts de proximité, Mirecourt - 11/09/2017

9

Les interrogations induites



Enquête exploratoire circuits courts de proximité, Mirecourt - 11/09/2017

10